

# Un premier point

Lentement mais sûrement la page tourne, la rédaction d'un nouveau chapitre est entamée. Du mouvement des places de 2010-11 aux gilets jaunes, en passant, entre autres, par le printemps arabe, la quête démocratique se dégage partout comme l'exigence émancipatrice centrale. Longtemps discrédité comme signe de naïveté et d'im maturité politique, le projet d'autonomie collective est désormais mis en avant, voire entièrement revendiqué.

Les formes possibles de gouvernement ont déjà été répertoriées pour l'essentiel par les grecs anciens : monarchie, oligarchie, démocratie. Les arguments contre la démocratie n'ont, de même, pratiquement pas varié depuis l'antiquité : la taille et la complexité de la société rendent utopique, sinon néfaste, son application. Tout au plus, les modernes ont enrolé un renfort de choix, décrétant que l'économie, à son stade capitaliste, obéit à ses propres règles quasi-transcendantes, invalidant du coup des pans entiers de la politique et toute velléité démocratique.

Rien qu'en réservant la place centrale au *citoyen*, les mouvements actuels commencent à mettre à mal cette mystification. La précipitation du discrédit des diverses factions oligarchiques qui se disputent la gestion de l'imposture, nommée « action politique », a facilité les choses. La visée d'une société autonome, se donnant ses propres lois sans référence à des textes sacrés d'ordre économique, religieux ou autre, s'étend et se concrétise.

Sans surprise, le mûrissement de cette nouvelle lucidité est lent. Il faut d'abord digérer et essayer de comprendre les horreurs d'un passé récent; il faut se débarrasser des illusions messianiques d'une « fin de l'histoire » (ou de « la préhistoire ») imminente et libératrice; il faut aussi reconnaître que le capitalisme, système inhumain et destructeur s'il en est, n'est pas la source unique de nos malheurs.

De quelque manière qu'on l'aborde, le vingtième siècle représente un point que l'on espère culminant quant au degré de barbarie que l'homme est capable d'atteindre. Ce fait incontestable et massif est dans une large mesure escamoté, voilé par l'invocation incantatoire d'un « progrès » perpétuel, universel et inéluctable. Or, on ne peut pas considérer le capitalisme comme responsable unique, ou même principal, de cette barbarie. Pour la Première Guerre Mondiale, il ne faut pas chercher plus loin que le bon vieux nationalisme. Quant à la Seconde, elle couronne la tristement célèbre mise à jour que notre époque a apporté à la liste ancienne, en y adjoignant le totalitarisme.

Dire que la leçon a été tirée serait quelque peu exagéré. On peut se demander, par exemple, à quoi peut servir l'OTAN, une organisation qui, accessoirement, n'obéit à aucune logique capitaliste. En fait, les oligarchies occidentales essaient surtout d'utiliser la répulsion du totalitarisme afin de discréditer toute idée de transformation globale de la société. En conjonction avec une étrange redéfinition de la « multiculturalité », l'anathème est jeté sur toute remise en cause fondamentale. Si tout se vaut, rien ne vaut plus que les autres, pourrait-on dire schématiquement, et quiconque prétend le contraire porterait ainsi le totalitarisme en germe.

Nous sommes de plus en plus nombreux à soutenir que l'autonomie *est* la valeur centrale de notre civilisation occidentale. Le temps est venu de traduire cette vérité en projet positif. Il ne s'agit pas

de donner des recettes pour les futures marmites de l'histoire, encore moins d'ignorer la formidable capacité créatrice humaine, mais de poser quelques repères simples. La question «quelles peuvent être les institutions d'une société autonome ? » est pour nous synonyme de la question « quelle société voulons nous ? » que doit se poser tout citoyen.

Les deux revendications le plus souvent mises en avant par les gilets jaunes portent sur la démission de Macron et le referendum d'initiative citoyenne (RIC). La première ne peut pas être assimilée à une simple revendication veto, comme l'est par exemple la demande d'abrogation de telle ou telle loi, dans la mesure où elle touche la plus haute institution de l'État *sans* être accompagnée par un soutien à une faction oligarchique rivale. Quant au RIC, il traduit la volonté de considérer potentiellement toute décision quant au fonctionnement de la société comme affaire de tous les citoyens.

Il est facile de gloser sur le caractère irréaliste de ces revendications dans le cadre du système oligarchique existant. Macron ne démissionnera pas et les discussions sur le RIC, si jamais elles s'engagent, vont s'embourber dans un fatras juridico-constitutionnel à n'en plus finir, avec probablement rien au bout. Néanmoins, la brèche est ouverte. Un point encourageant supplémentaire a été l'*émulation*, limitée mais non insignifiante, du mouvement français dans d'autres pays européens.

Il est de bon ton, entre autres dans certains milieux radicaux, de détecter la source du mal dans les bureaux opaques de Bruxelles. L'Union Européenne serait donc bureaucratique et capitaliste ? Mais comment pourrait-il en être autrement en l'état actuel ? Tant qu'à faire, il vaut mieux des oligarchies nationales qui se mettent à collaborer plutôt qu'à se taper sur la gueule. De ce point de vue, la création de l'Union Européenne est le principal, sinon le seul, événement géopolitique positif du siècle précédent. Croire que le retour à l'État-Nation pourrait favoriser l'éclosion démocratique est une illusion qui peut se révéler particulièrement dangereuse.

Le soupçon légitime face aux centres de décision éloignés et inaccessibles conduit souvent à une méfiance quant à l'idée même de décision centralisée. Or les décisions les plus importantes ne peuvent être prises qu'à l'échelle la plus étendue possible (que l'on pense à la distribution de l'eau, pour un exemple parmi mille). L'essentiel est que dans le cadre d'une société autonome, les questions les plus générales et complexes sont débattues et tranchées démocratiquement, en toute transparence.

Une nouvelle ère s'ouvre, l'espoir renaît. Le rôle de l'action militante doit être repensé. Traditionnellement la figure du militant dégage une certaine noblesse, par la générosité, l'abnégation et, souvent, l'héroïsme qui caractérisent ses actes. En même temps, la recherche de gratification, sous forme de conviction d'appartenir à une avant-garde lucide, peut mener à l'intolérance et au dogmatisme.

Le mouvement d'autonomie ne réserve pas de place particulière à une avant-garde experte, n'invoque pas des lois de l'histoire à déchiffrer pour légitimer son action. Sa seule légitimité est la dignité humaine, telle qu'il la conçoit, la forge et la développe. Participer à l'affirmation de cette dignité est la seule gratification que l'on puisse espérer.

**Initiative Démocratique, Août 2019**